



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 4416

Texte de la question

RELATIONS ENTRE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET LE PREMIER MINISTRE

M. le président. La parole est à M. Christian Jacob, pour le groupe Les Républicains.

M. Christian Jacob. Monsieur le Premier ministre, depuis le premier jour de cette législature, notre groupe parlementaire n'a cessé de combattre la politique de François Hollande et de ses gouvernements.

Vous avez conduit la France dans une impasse. Votre bilan est calamiteux. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*) Comme l'immense majorité des Français, nous pensons que cette longue parenthèse socialiste n'a que trop duré. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains et sur quelques bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants. – Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

Dimanche dernier, des millions de Français qui aspirent à l'alternance ont fait un choix clair, net et puissant : ils ont donné à François Fillon une légitimité incontestable (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains*), une légitimité incontestable pour porter nos couleurs, nos valeurs et un vrai projet de rupture pour la France.

Monsieur le Premier ministre, les Français attendent cette rupture car ils ne supportent plus le spectacle affligeant que vous-même et le Président de la République donnez, à la tête de l'exécutif. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe Les Républicains.*)

Nous ne voulons pas que le gouvernement de la France continue d'être la risée du monde entier pendant les six mois qui nous séparent de l'élection présidentielle. Personne n'imagine en effet qu'un Premier ministre nommé par le Président de la République ne lui soit pas loyal jusqu'aux dernières minutes de son quinquennat.

MM. Yves Albarello, Jean-Pierre Door et Georges Ginesta. Très bien !

M. Christian Jacob. Dans ces conditions, et compte tenu de vos déclarations sidérantes du week-end, allez-vous déclarer votre candidature à l'élection présidentielle, en ayant, une fois n'est pas coutume, le courage d'assumer clairement vos ambitions ? Le courage, monsieur le Premier ministre, ce n'est pas le verbe mais le courage de faire. Et, si vous prenez cette décision, vous engagez-vous, dans l'intérêt supérieur de nos institutions, à démissionner immédiatement ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre. (« Ah ! » sur les bancs du groupe Les Républicains.) Ne soyez pas impatients ! Écoutez la réponse !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le député, il y a trois semaines à peine, auriez-vous un instant imaginé que vous appelleriez à voter François Fillon, contre Alain Juppé, au deuxième tour de la primaire ? *(Rires et applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain. - Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

M. Jérôme Chartier. La réponse est oui !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Auriez-vous imaginé un seul instant ce scénario ? Voilà qui devrait vous amener à nuancer sinon vos questions, du moins vos pronostics...

M. Christian Jacob. Ce n'est pas mal non plus de répondre aux questions ! Ce n'est pas idiot !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Dans votre question, je relève en tout cas un mot qui ne va pas : il n'y a pas eu de « parenthèse » socialiste - l'un de vos collègues a déjà émis la même idée en parlant d'« effraction » - mais un vote souverain des Français, qui, en 2012, ont élu le Président de la République. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et sur quelques bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.)*

Respecter la démocratie, c'est cela, et c'est surtout ne pas confondre – vous le savez parfaitement – une primaire avec l'élection présidentielle. Celle-ci aura lieu dans six mois. Laissez d'abord, laissons d'abord les Français choisir ! Vous le savez, ceux qui font des pronostics dans ce domaine peuvent se tromper...

Au-delà de votre zèle de nouveau converti, qui a tant de péchés à se faire pardonner *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain)*, je vous réponds parce que je suis là, comme je l'ai toujours été depuis que je suis Premier ministre, et parce qu'il n'y a pas de crise institutionnelle.

M. Christian Jacob. Le *Journal du dimanche* a dû se tromper !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Je suis là, d'une part, pour défendre, assumer l'action gouvernementale qui est la nôtre, et désormais, d'autre part, pour critiquer et combattre, en les regardant de très près – c'est normal, c'est le jeu de la démocratie, après une primaire réussie, je tiens à le souligner –, les arguments utilisés entre les deux tours et le projet que François Fillon dit vouloir pleinement appliquer.

Je pense à la suppression de 500 000 fonctionnaires, qui, selon Alain Juppé, n'est ni possible ni crédible.

M. Christian Jacob. Êtes-vous candidat ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. Je pense à la privatisation de la Sécurité sociale. *(Vives exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

M. Guy Teissier. Le programme, nous le connaissons ! Répondez à la question !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Je pense au déremboursement des médicaments. Autant de mesures qui concerneront les plus modestes de notre société. *(Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

M. le président. S'il vous plaît, mes chers collègues, écoutez la réponse !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Il n'y a pas de crise institutionnelle parce que, de toute façon, ma conception des institutions, c'est l'engagement et la loyauté. *(Rires et exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

Il n'y a pas de crise institutionnelle, monsieur Jacob, parce que je suis là pour critiquer le projet de François Fillon,...

Un député du groupe Les Républicains. Et la réponse ?

M. Manuel Valls, *Premier ministre*. ...parce que je suis là aussi, avec tous les membres de la majorité, pour défendre un projet pour la France. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et sur plusieurs bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.*)

Données clés

Auteur : [M. Christian Jacob](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4416

Rubrique : État

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [30 novembre 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [30 novembre 2016](#)